OMALY SY ANIO, 1994, 33-36, 381-402

L'ARMEE ET LE POUVOIR DANS LE ROYAUME DE MADAGASCAR AU TEMPS DU PREMIER MINISTRE RAINILAIARIVONY (1864-1895)

par

Guy JACOB (*)

Avant même d'être promu premier ministre, Rainilaiarivony entreprit de restaurer une armée merina alors fort mal en point. Cette armée avait atteint son apogée dès le règne de son fondateur, Radama Ier (1810-1828). Par la suite, elle ne cessa de décliner et Radama II (1861-1863) la démantela même.

Rainilaiarivony estima urgent de la renforcer pour faire face à deux menaces, l'une intérieure, qui pesait sur les marches occidentales et méridionales du royaume, l'autre extérieure, que représentait la France. Mais parallèlement, et c'est à cet aspect que nous nous intéresserons particulièrement, il voulait la reprendre en main, alors qu'elle avait échappé au souverain au profit de l'oligarchie. Il désirait aussi mettre fin aux injustices les plus criantes (dans le recrutement, les affectations, les rapports entre officiers et soldats) pour la rendre

(*) Département d'Histoire, Université d'Antananarivo. Institut d'Etudes Politiques, Université Lumière Lyon 2.

plus homogène et, partant, plus efficace. Pour cela, il s'appuya et sur la tradition, en se référant à l'exemple de Radama Ier, et sur l'innovation, le modèle européen qu'importèrent surtout les missionnaires anglais.

I. DU SERVICE DU PRINCE A CELUI DES GRANDS

1. Une création du souverain...

L'armée merina fut fondée en 1820 par Radama Ier. Jusque-là en Imerina, les rois — de même que pour l'ost de la France médiévale les suzerains appelaient le ban de leurs vassaux — conduisaient au combat les hommes levés chaque année à l'issue des plus rudes travaux agricoles, le labour des rizières. Cette troupe improvisée, encombrée par les clients et les esclaves qui accompagnaient chaque guerrier, était totalement inadaptée aux expéditions lointaines. Radama Ier en fit lui-même l'expérience en 1820, en lançant dans le Boina une offensive qui tourna au désastre.

Or ce souverain avait un modèle, Napoléon, et un appui, celui des Anglais, dont il était l'allié depuis 1817. Ces derniers lui fournirent des fusils perfectionnés et les indispensables uniformes sans lesquels une armée régulière ne saurait exister. Dès lors, le guerrier devint militaire. Transformation décisive : Radama Ier s'était doté d'un redoutable instrument de conquête.

Qui dit armée dit aussi hiérarchie. Dans un premier temps, Radama Ier transposa en Imerina les grades en usage en France et en Angleterre. Mais il renonça bien vite à ce modèle, sans doute inadapté parce que trop rigide. Alors, il fonda sa propre hiérarchie, celle des dix *voninahitra* (Vtra). *Voninahitra* est un mot composé intraduisible en français. Des auteurs ont essayé de le rendre littéralement par les expressions "fleur d'herbe" ou "fleur des herbes" qui n'ont aucun sens. Pour en comprendre la signification, il faut se reporter à un passage des *Tantara ny Andriana*, qui attribue également au souverain un projet novateur :

"Et Radama donna aux chefs des *miaramila* le nom de *manamboninahitra* : c'est à la fois une marque de respect et une manière très recherchée de souligner leur importance, car si les *manamboninahitra* exercent un commandement, ils sont issus des *miaramila*. Les *miaramila* sont comme une touffe d'herbe d'où surgit une fleur. Les *manamboninahitra* sont les fleurs des *miaramila* et chaque *miaramila* peut s'épanouir pour devenir *manamboninahitra*" [1].

1. F. Callet, *Tantara ny Andriana eto Madagascar*, Tananarive, 1908, t. 1, p. 667. Version française : G.S. Chapus et E. Ratsimba, *Histoire des rois*, Tananarive, 5 t., 1953-1978. *Miaramila* : soldats ; *manamboninahitra* : ceux qui ont beaucoup de *voninahitra*. Mes remerciements à F.V. Esoavelomandroso Rajaonah pour sa traduction de l'extrait des *Tantara ny Andriana* que je cite.

C'était donc créer une hiérarchie autre que celle des groupes statutaires *andriana* et *hova*[2]. Face à la société des supériorités héritées s'ouvrait la carrière militaire, véritable *cursus honorum*. Contrastant avec une faible mobilité sociale, se dessinait la possibilité de rapides promotions fondées sur le choix du souverain, dispensateur des *voninahitra*. Peut-être Radama Ier avait-il été frappé par l'exemple de Napoléon, dont la légende est née autant de sa foudroyante ascension que de ses exploits militaires.

D'un côté la naissance, de l'autre le talent ? La réalité est plus complexe. Il faut d'abord poser une question primordiale. A qui la carrière des armes était-elle ouverte ? Théoriquement, à tous les hommes libres. Mais les recrues devaient s'équiper à leurs frais et c'est également à leurs frais qu'elles faisaient campagne. Pour gérer leurs biens en leur absence, il leur fallait des parents influents, des clients, des esclaves. N'auraient donc été mobilisés, dans un premier temps, que des *andriana* et des *hova* riches (ces derniers au nombre de mille d'après les *Tantara*). Puis se fit une levée beaucoup plus important — théoriquement la moitié des hommes libres de l'Imerina. Pour l'entretien de ces derniers, le souverain aurait exigé de ceux qui n'étaient pas mobilisés une participation financière et une dîme sur le riz[3]. Ainsi, contrairement à ce qui a été parfois affirmé, Radama Ier enrôla et les pauvres et les riches. Mais le mode de recrutement était dès l'origine inégalitaire. Existait pour les pauvres un clivage initial, qui constituait pour eux un premier handicap.

L'école, également instaurée par Radama Ier, favorisait des promotions fondées sur le savoir, car le roi avait besoin d'officiers lettrés pour créer une bureaucratie. Mais son accès était lui aussi prioritairement réservé aux enfants de groupes privilégiés.

En fait, Radama Ier ne souhaitait pas redistribuer toutes les cartes. Ce qu'il voulait, c'était subordonner les civils aux militaires, puis étendre à l'Imerina le modèle que l'armée imposait hors de l'Imerina[4]. Il avait aussi, semble-t-il, un premier objectif, plus limité. Son but n'était-il pas d'abord de contrôler les grandes familles *andriana*, de sang royal ou se disant telles, et plus encore *hova*, faiseuses de rois et guère plus portées à l'obéissance que les vassaux des premiers Capétiens ? Dans l'armée, il les mettait en concurrence, et, pour les rangs supérieurs, se réservait le choix des promotions. Mais il n'était pas interdit aux simples soldats, aux sans grade, de rêver à un bâton de maréchal.

---

2. *Andriana* : les souverains, leurs parents et les parents, vrais ou supposés, d'anciens souverains. *Hova* : hommes libres qui n'ont pas le statut d'*andriana*. *Andriana* et *hova* forment des groupes territoriaux entiers.

3. *Histoire des rois*, t. 5, 1978, p. 24 sq.

4. Cf. F. Raison-Jourde, "Un Etat précolonial affronté à la modernisation occidentale : le royaume merina au XIXème siècle" in C. Coquery-Vidrovitch et A. Forest, éd., *Décolonisation et nouvelles dépendances*, 1986, p. 142.

2. ... bientôt contrôlée par l'oligarchie

Cette politique ne survécut pas à son initiateur. Ranavalona Ière, qui succède à Radama Ier, doit sa couronne à une étroite oligarchie qui a la haute main à la fois sur le pouvoir central et sur l'armée. Plus encore que les *andriana* s'imposent deux grands groupes *hova*, les Tsimahafotsy et les Tsimiamboholahy qui avaient soutenu Andrianampoinimerina. Les membres de cette oligarchie, bien que concurrents, sont d'accord pour interdire toute promotion par les filières créées par Radama Ier. Ainsi nombre d'écoles sont fermées et les instituteurs n'ont que des fonctions subalternes[5].

Le groupe dominant se caractérise au moins autant par son appétit de richesse que par sa volonté de pouvoir. Chaque expédition militaire est à la fois guerre de conquête et occasion de razzias massives d'esclaves et de boeufs[6].

Non moins fructueuse pour les grands officiers est l'exploitation des soldats en campagne. Comme l'intendance est totalement ignorée, le chef militaire se double d'un fournisseur aux armées. Exemple remarquable de cette pratique, l'expédition conduite dans le sud du Boina, en 1829, par Rainijohary, leader des Tsimahafotsy[7]. Pour ravitailler la troupe, Rainijohary se fait accompagner de ses esclaves, chargés de riz et qui conduisent des troupeaux de zébus et de moutons. Quand la disette se fait sentir, les prix grimpent. Des soldats vont jusqu'à hypothéquer leurs terres pour se procurer un peu de nourriture. A l'issue d'une campagne militairement de médiocre importance, sur un effectif initial de 10 000 hommes, Rainijohary ramène 200 soldats squelettiques. En revanche, il a fait une très bonne affaire. Il récidive en 1836, ce qui lui vaut enfin une semonce de la reine et une brève disgrâce. Rainilaiarivony, le futur premier ministre, qui a dénoncé Rainijohary à Ranavalona, a des agissements comparables, sans doute poussés un peu moins loin. Ainsi non seulement l'armée saigne à blanc les territoires conquis, mais les grands officiers dévorent leurs propres soldats. Ces derniers n'ont qu'une seule issue, entrer dans la clientèle d'un *manamboninahitra* et par là renforcer son influence[8].

---

5. *Ibid.*
6. Cf. la dénonciation de ces méthodes de "pacification" par Raombana in S. Ayache, *Raombana l'Historien*, Fianarantsoa, 1976. S. Ayache reprend le point de vue de Raombana dans "Pouvoir central et provinces sous la monarchie merina au XIXème siècle" in *Le Sol, la Parole et l'Ecrit, Mélanges et hommage à Raymond Mauny*, 1981, t. II, p. 844.
7. M. Rasoamiaramanana, "Rainijohary, un homme politique méconnu (1793-1881)", *Omaly sy Anio*, N° 29-32, 1989-1990, pp. 287-305.
8. Cf. F. Raison-Jourde, *op. cit.*, p. 142.

3. Un réseau commercial

Le règne de Ranavalona Ière peut être placé sous le signe d'un extraordinaire développement de l'affairisme. La préoccupation dominante des grands est le profit, et pour eux, nous le verrons, il n'y a pas de petit profit. Par ailleurs, ils imposent de fructueux monopoles. Pour un temps, une douzaine de familles contrôlent l'essentiel du commerce extérieur, en particulier l'exportation des boeufs. Concentration verticale, qui va de la possession de pâturages à l'embarquement des troupeaux à destination des Mascareignes[9]. Concentration horizontale aussi : les Tsimahafotsy et les Tsimiamboholahy, les uns implantés au Nord, les autres au Sud, tiennent la côte orientale[10].

Au niveau des grands officiers, le clivage *miaramila/borozany*, militaires et civils, vigoureusement souligné au temps de Radama Ier, est-il alors encore très significatif ? Les *manamboninahitra* sont, dans une certaine mesure, comparables aux officiers d'Ancien Régime en France. Par exemple, existe aussi à Madagascar la vénalité des offices : les postes de gouverneurs particulièrement convoités sont vendus aux plus offrants. Mais leurs attributions sont moins précises. De plus, il n'y a pas de distinction entre office civil et office militaire. Radama Ier avait confié aux *manamboninahitra* l'administration des territoires conquis, ce qui, dans un premier temps, est chose normale. La pacification achevée, ces derniers non seulement continuent à appliquer les édits royaux, mais aussi — activité particulièrement rentable — à percevoir les impôts et, dans les ports, les droits de douane.

Et leurs attributions s'étendent encore. Radama Ier les avait chargés de protéger le commerce, qu'il voulait développer en priorité le long de l'axe Tananarive-Tamatave et de la route militaire Tananarive-Majunga. Ce commerce, ils vont, pour une bonne part, l'accaparer. S'impose bientôt l'image de l'officier-marchand[11]. Les *manamboninahitra* sont idéalement placés pour faire des affaires : ils collaborent avec les membres de leur famille restés dans la capitale, ils sont, dans les ports, en contact direct avec les traitants, ils disposent gratuitement d'auxiliaires nombreux (serviteurs, esclaves, et bientôt aides de camp).

De l'officier-marchand dépend le soldat-colporteur. Ce dernier est moins connu que le *voanjo*, le soldat-colon, et pourtant il joue un rôle fondamental dans le commerce de détail qu'il diffuse dans de vastes régions. Le *voanjo* peut lui aussi tenir boutique. Mais les principaux auxiliaires des grands officiers seront

---

9. Cf. S. Ayache, *Raombana, op. cit.*, p. 102 sq.
10. G. Rantoandro, *Le gouvernement de Tamatave de 1845 à 1860 - Développement économique*, Antananarivo, 1982, p. 90 sq.
11. Cf. M. Esoavelomandroso, *La province maritime orientale du "Royaume de Madagascar" à la fin du XIXème siècle (1882-1895)*, Antananarivo, 1979, p. 266 et p. 326.

bientôt leurs aides de camp. Les aides de camp (*deka* ou D.K.) étaient à l'origine les ordonnances que Radama Ier avait attribuées à chaque *manamboninahitra*. Mais ces derniers les intègrent dans leur clientèle. Et ils s'attribuent des dizaines, voire des centaines de *deka* qui deviennent, pour leur compte, marchands ambulants, intermédiaires commerciaux, et même parfois fondés de pouvoir.

Autre source de profit, que ne négligent ni l'officier subalterne, ni le *manamboninahitra*, le prêt à intérêt, à des taux usuraires extrêmement élevés. Longue serait la liste des affaires dans lesquelles on trouverait des militaires de tout grade.

Paradoxalement en apparence, cette armée, qui tend à faire oublier sa vocation par des activités qui n'ont rien de militaire, garde assez efficacement les marches du royaume, précisément par ses fonctions mercantiles. Lorsque la pénétration par la force s'avère trop risquée, elle la remplace souvent par une implantation commerciale pacifique. Les postes merina installés le long des frontières intérieures sont généralement d'abord des marchés[12]. Dans les échanges, chacun, peu ou prou, trouve son bénéfice et, aux yeux des populations indépendantes, le conquérant s'efface derrière le marchand.

II. TENTATIVE DE REPRISE EN MAIN PAR LE PREMIER MINISTRE

1. Une urgente remobilisation

Souverain pacifiste et généreux, Radama II voulait se concilier toutes les populations de l'île. Il décida de mettre fin aux expéditions de conquête et commença à réduire les effectifs de l'armée. Peut-être, s'il n'avait été assassiné, serait-il allé jusqu'à sa totale suppression. Rainilaiarivony, avec l'appui des principaux conseillers de la couronne, fit signer à Rabodo, la future reine Rasoherina, une charte par laquelle elle s'engageait, entre autres clauses, à ne jamais licencier les soldats[13]. Comme pour conforter ce principe, Rainilaiarivony affirmera beaucoup plus tard que Ranavalona Ière avait décrété que "l'armée serait à tout jamais une institution nationale"[14]. Propos vraisemblablement apocryphes, car on voit mal à quelle menace ils auraient alors répondu, mais qui rendaient plus scandaleuse encore l'initiative de Radama II. Cependant l'insistance de Rainilaiarivony ne se comprendrait guère s'il avait voulu seulement écarter quelque projet de "paix perpétuelle", utopie sans portée d'un éphémère souverain. Par armée, il entend l'armée de métier, dont le maintien est indis-

12. Cf. L. Catat, *Voyage à Madagascar*, 1895, p. 329.
13. G.S. Chapus et G. Mondain, *Rainilaiarivony, un homme d'Etat malgache*, 1958, p. 46.
14. *Kabary* (discours) du 29 mars 1879, présenté *infra*.

pensable à ses yeux pour que Madagascar ne sombre pas dans l'anarchie. Elle "a introduit la discipline dans le pays" fait-il dire à la reine[15].

Devenu premier ministre en 1864, Rainilaiarivony doit faire face à une crise avec la France[16]. En mars 1866, il rassemble à Tananarive, en une sorte d'"union sacrée", soldats et anciens combattants, afin de reconstituer une armée dont les vestiges sont en piteux état[17]. Dans la décennie suivante, il poursuit plus vigoureusement sa politique de réorganisation militaire qui est marquée par toute une série de réformes. Cette politique a parfois été présentée comme une réponse à la menace française, qui se précise à partir de 1879-1880. Mais elle débute dès 1876, antérieurement donc, et est d'abord liée à des problèmes intérieurs : défense qu'il faut renforcer sur les marches occidentales et méridionales du royaume, menacées par une poussée sakalava et bara, tentative pour contrôler les postes de douane du nord-ouest de l'île, qui n'était peut-être que la première étape d'une relance de l'expansion merina. Il importe donc plus que jamais que l'armée soit remobilisée, remilitarisée. Mais contrôlée, épurée aussi, car le premier ministre n'est pas sûr de sa totale fidélité.

Rainilaiarivony, qui à la cour fait figure de parvenu et d'usurpateur, malgré son titre de commandant en chef et sa compétence militaire — il a fait plusieurs campagnes —, n'est guère mieux considéré par une partie de l'armée pour laquelle il n'est qu'un chef de faction qui s'est emparé du pouvoir en écartant des factions rivales, sans cependant pouvoir les éliminer. Et il court en vain après une légitimité qui lui est, plus qu'à tout autre, refusée. Il ne peut, comme les principaux ministres qui l'ont précédé, Rainijohary, Rainiharo et Rainivoninahitriniony, camoufler son autorité derrière l'autoritarisme de façade de Ranavalona Ière. Epoux successif de trois reines, les deux premières fort effacées, il a, du pouvoir, et la réalité et les apparences. Certes la souveraine garde une autorité symbolique et le *hasina* (caractère sacré du monarque). Mais Rainilaiarivony ne bénéficie pas de son aura, bien au contraire. C'est au nom de leur fidélité à la couronne que les *andriana* le combattent. Par ailleurs, ne désarment pas ceux qu'il a évincés : les Tsimahafotsy, ni une partie des Tsimiamboholahy, dans sa propre famille même, liés à son frère Rainivoninahitriniony qu'il a écarté du pouvoir. Avec le temps, Rainilaiarivony ne conforte pas sa popularité, loin de là, car il projette de fonder une véritable dynastie, en choisissant et en imposant un de ses fils pour lui succéder.

Sa conversion au protestantisme, en 1869, ne lui apporte pas non plus cette légitimité qu'il recherche. En revanche, l'Ecole du Palais[18] va devenir pour lui un

15. Allocution de Rasoherina à Andohalo (*Tantara*, t. V, p. 178).
16. Suscitée par la question de la charte Lambert.
17. G.S. Chapus et G. Mondain, *op. cit.*, p. 136-137.
18. A la fois centre théologique et école d'administration.

vivier de collaborateurs instruits et dévoués. Se dessine alors une nouvelle image de l'officier, celle de l'officier-évangéliste, qui ne se substitue pas à celle de l'officier-marchand mais plutôt la complète. L'évangéliste est aussi homme d'affaires. L'exemple le plus remarquable de ce nouveau cursus est la carrière de Rainandriamampandry[19]. Elève de l'Ecole du Palais, puis, très jeune, conseiller de la cour, évangéliste et collaborateur de premier ministre dans le Marovatana, adjoint au ministre des Affaires étrangères, enfin gouverneur de la plus riche province, celle de Tamatave, en 1882, il amasse parallèlement une fortune considérable, alliant, comme dans un autre contexte un Richelieu ou un Mazarin, le sens des affaires et le sens de l'Etat.

Face à une armée qui reste un enjeu plus qu'elle ne constitue un soutien, le premier ministre a un comportement ambivalent. Il s'efforce de l'investir en confiant des postes-clefs à des hommes à lui. Parallèlement, il donne à des adversaires encombrants, mais trop influents pour qu'il ose ouvertement les affronter, des commandements dans de lointaines provinces où les effets combinés des fièvres, de la nostalgie et de l'alcool abrègent souvent leur existence. N'est-ce pas là aussi, en courant au plus pressé, essentiellement déplacer le risque du centre du royaume vers sa périphérie ?

2. Retour au modèle de Radama Ier

Deux mesures, prises quasi simultanément, traduisent la volonté de Rainilaiarivony de revenir à la politique de Radama Ier. La première, c'est la lutte contre le clientélisme. Les grands, en l'absence de tout contrôle, avaient gonflé de manière inflationniste les effectifs de leurs aides de camp. Il était devenu courant, pour un officier, d'en avoir plusieurs centaines, quelques *manamboninahitra* en comptaient même deux ou trois milles. La pratique s'était développée au point que les principaux *deka* avaient leurs propres *deka*[20]. Ce clientélisme effréné confortait l'influence, la richesse et surtout l'indépendance des grands. Par ailleurs, les aides de camp, dispensés du service militaire comme de toute autre corvée, engorgaient et affaiblissaient l'armée.

Dans une déclaration faite en juillet 1876, le premier ministre critique sévèrement l'égoïsme des privilégiés, condamne leur désobéissance (ils ont recruté leur *deka* sans l'autorisation de la reine) et va jusqu'à dénoncer leur "trahison" à

19. Cf. M. Esoavelomandroso, *op. cit.*, p. 81-83 et S. Ayache, "Introduction à l'oeuvre de Rainandriamampandry", *Annales de l'Université de Madagascar, Série Lettres et Sciences humaines*, 10, 1969, p. 11-50.
20. Cf. R. Decary, *Coutumes guerrières et organisation militaire chez les anciens Malgaches*, t. II, p. 14-15 et p. 60-61.

l'égard du peuple[21]. Il prend une mesure draconienne : il est interdit aux militaires d'avoir un aide de camp jusqu'au rang de 8 Vtra inclus, le 9 Vtra a droit à un seul *deka*, et à trente l'officier du rang le plus élevé, le 16 Vtra. Les hommes récupérés grâce à cette décision sont reversés dans l'armée comme simples soldats, même s'ils sont d'origine *andriana*[22].

Rainilaiarivony ne pouvait réussir à appliquer systématiquement cette mesure. En revanche, sa stratégie était claire. Il conservait, lui, ses dix mille aides de camp. Ainsi, pour lutter contre des privilèges exorbitants, il entendait rester le seul privilégié.

Deuxième réforme, en 1876-1877, le contrôle des *voninahitra*, alors complètement dévalués. Au nombre de dix à l'origine, ils avaient été portés à quatorze sous Ranavalona Ière et à seize par Radama II, qui, en don de joyeux avènement, avait gratifié chaque militaire d'un avancement de deux rangs. Parallèlement des Vtra furent, à titre civil, décernés à des Européens et même distribués à des enfants[23]. De grades, les *voninahitra* étaient devenus des distinctions, ou, traduction française à la fois exacte et heureuse, des "honneurs" (Hrs). Sous Radama II se développa même, grâce à de faux brevets fabriqués par les favoris du souverain, un véritable trafic de décorations. Rainilaiarivony fait vérifier l'authenticité des titres. Nombre d'officiers sont ramenés à leur rang initial, voir rétrogradés.

Mais Rainilaiarivony ne se contente pas de remettre de l'ordre, il rétablit les promotions au mérite et au savoir. Renouant également sur ce point avec la politique de Radama Ier, à partir de 1873 il fait appel à des instructeurs anglais et français. Puis il ouvre des écoles de cadets dans lesquelles les élèves entrent sur concours et sortent avec au moins le rang de 10 Hrs.

Vers 1880, il institue des concours pour la promotion interne des officiers[24]. Après la création de huit ministères, dont celui de la Guerre, en 1881, un nouveau critère d'avancement est établi : être lettré, ou tout au moins savoir lire et écrire. Plusieurs décrets précisent que les officiers doivent signer les actes qu'ils font dresser et sur la liste des promouvables sont barrés les noms des analphabètes[25].

---

21. *Kabary* du 13 juillet 1876, in Archives de la République malgache, NN 116, f° 196-198.
22. G.S. Chapus et G. Mondain, *op. cit.*, p. 142.
23. R. Decary, *op. cit.*, II, p. 11-14.
24. G.S. Chapus et G. Mondain, *op. cit.*, p. 118.
25. *Ibid.*, p. 114.

3. Une mesure en apparence révolutionnaire : la conscription

Passer de l'armée de métier au service militaire obligatoire est une décision totalement novatrice. Et le *kabary* prononcé par Rainilaiarivony le 29 mars 1879, qui annonce la création de la conscription est riche de sens[26].

Le premier ministre, référence obligée lorsqu'il s'agit de l'armée, part de Radama Ier, le roi fondateur. Une armée dont, à dessein, il idéalise l'origine. Pour la recruter, affirme-t-il, le souverain n'avait autorisé aucune exemption. Mesure inutile, car "l'amour de la terre ancestrale et la fidélité au roi étaient poussés si loin dans le peuple que chacun s'enrôlait spontanément", chacun "sollicitait l'honneur d'être soldat". Et l'armée était solidaire, qui unissait "les pauvres et les riches, animés d'un égal patriotisme".

Pour faire face à un danger clairement évoqué ("si l'armée est trop faible les frontières ne sont plus sûres et l'insécurité gagne l'intérieur du royaume"), Rainilaiarivony déclare ne rien vouloir changer à l'oeuvre des prédécesseurs de Radama II. Prudemment, il se pose en continuateur. Et c'est subrepticement qu'il introduit sa réforme, à propos d'une nouvelle levée de troupe à laquelle il entend procéder. Cette levée, dit-il, ne sera pas semblable aux précédentes. Il ne veut pas que "le service militaire soit une charge illimitée", ni qu'on garde sous les armes des vieillards, "comme cela fut de règle jusqu'ici".

Puis, changeant brusquement de ton : "J'entends... que le service militaire soit une charge temporaire et égale pour tous, une obligation à laquelle les générations devront être successivement astreintes pendant une égale durée et à laquelle nul ne pourra se soustraire... quelle que puisse être l'importance de sa fortune ou la grandeur de sa naissance". Une nouvelle fois, il s'en prend ouvertement aux privilégiés : "Dans l'ancien système n'étaient soldats que les fils des humbles et des misérables, ceux qui n'avaient pas de protecteurs assez puissants pour leur éviter d'être enrôlés". Flagrante injustice : les malheureux ne devraient-ils pas, les premiers, être exemptés des "charges militaires" ? Expression d'une indignation, plus ou moins sincère, mais surtout aveu d'impuissance. A une société restée fondamentalement inégalitaire, l'armée ne peut plus, comme au temps de Radama Ier, espérer offrir un modèle. Tout au plus, souhaite Rainilaiarivony, elle ne doit pas être le cadre privilégié de toutes les injustices.

Dans le service militaire, limité à cinq ans, est introduite une double rotation : celle des effectifs — ainsi la trop fameuse distinction civils/militaires

26. Le texte de cette loi a été traduit par G. Julien, *Institutions politiques et sociales de Madagascar*, 1908, t. II, p. 219. Nous avons suivi cette traduction, sauf pour quelques points. Le discours original a été publié par F.N. Andrianarison, *Contribution à la connaissance de l'armée royale sous Rainilaiarivony (1864-1895)*, Mémoire de maîtrise, Tananarive, 1983, annexe II, non paginée.

s'efface —, celle du service dans les garnisons hors d'Imerina, réduit à un an. Les soldats libérés seront versés dans la réserve. D'évidence, Rainilaiarivony s'inspire d'exemples étrangers. Mais il reste fort discret sur ce point ; la conscription existe, dit-il, "dans toutes les nations les plus avancées". Comment cependant ne pas reconnaître ici l'influence des missionnaires de la LMS, qui le poussent alors à entreprendre toute une série de réformes ? Ces réformes partent de meilleures intentions, mais les missionnaires ne semblent guère avoir mesuré les obstacles à leur réalisation, ni le premier ministre s'être demandé s'il avait les moyens de sa politique.

III. L'ARMEE INTROUVABLE

1. Simulacre de conscription et maintien de la corvée militaire

- En Imerina

Durant une brève période, la loi de 1879 fut, semble-t-il, appliquée. Mais le système se dérègle dès le conflit de 1883-1885. Les levées deviennent alors irrégulières et en 1886, Rainilaiarivony reconnaît implicitement son échec. Comme pour le masquer, il prétend recourir au volontariat. Etranges volontaires *(ravolontera)* en effet, dont le nombre est chaque fois déterminé à l'avance !

De fait, le service militaire reste une corvée injustement répartie, insupportable souvent, et à laquelle chacun cherche, à tout prix, à se dérober. Le recrutement est fondé sur le découpage ancien de l'Imerina en six grandes divisions territoriales, les *toko*, qui doivent, chacun, fournir — en l'absence de vrai recensement[27] — un contingent fixé conventionnellement. Les *toko* sont eux-mêmes subdivisés en groupes de mille et de cent, créés au temps de Radama Ier et parfois restés inchangés alors que leur importance peut avoir considérablement augmenté ou diminué[28]. En dernier recours, *tomponarivo* et *tomponjato*, chefs de mille et de centuries, en viennent à fonder leurs estimations sur les registres tenus par les maîtres d'école. Par suite du peu d'intérêt de la monarchie, qui dispose pourtant d'une bureaucratie importante, pour les dénombrements — comme d'une manière générale pour tout ce qui est données statistiques —, les charges pèsent donc très inégalement sur les différentes groupes.

27. Des recensements ont été prescrits en 1878, 1881 et 1889, mais n'ont été faits que de façon très fragmentaire (Cf. D. Rainibe, *Le canton d'Ambatomanga, 1903-1939 - Etude démographique*, thèse de doctorat, sous presse, chapitre premier : "L'institution de l'état civil à l'époque monarchique").

28. C. Savaron, *Mes souvenirs. A Madagascar, avant et après la conquête*, 1938, p. 85-86 et p. 108. Savaron décrit le recrutement pour la corvée des mines d'or, en 1888-1889, qui a lieu suivant une semblable méthode.

Autre source d'inégalité : l'affectation de la recrue. Elle peut être soit versée dans la garnison de la capitale, soit mobilisée sur place dans la milice, soit encore dirigée sur un poste de l'intérieur ou de la côte. Cette dernière affectation — malgré la promesse d'être relevé au bout d'un an — reste particulièrement redoutée. Elle signifie maladie, misère, disette et risque de mourir loin du tombeau familial. Par ailleurs, si le soldat mobilisé en Imerina, malgré l'astreinte à des exercices périodiques à Tananarive — qui exigent parfois des déplacements de plusieurs jours — peut cependant cultiver sa rizière, pour celui qui est envoyé dans un poste lointain se pose cruellement le problème de survivre, car il ne touche pas de solde. On a dit qu'il s'agissait là d'une des tares essentielles dans l'organisation de l'armée merina et d'évoquer avec insistance une indispensable réforme. Voeu pieux, qui se heurte à une double impossibilité : matérielle, le maigre trésor royal ne pouvait faire face à une telle dépense, de principe car ce serait porter atteinte au *fanompoana*, le service gratuit que tous les hommes libres doivent à la reine. De fait, la présentation de la question doit être nuancée, sans que cela signifie une sensible amélioration de la condition du soldat. Ce dernier reçoit parfois une indemnité qui lui est versée directement par la communauté à laquelle il appartient. Et surtout devrait lui revenir une partie des droits de douane et des impôts perçus par les officiers. Mais ces derniers, principaux responsables du dénuement de la troupe, continuent à la tondre méthodiquement.

- Hors d'Imerina

En 1888, le service militaire est étendu aux populations de la côte est — Betsimisaraka essentiellement —, aux Betsileo et aux Sihanaka. Certes, lors du conflit de 1883-1885, avaient été recrutés des Betsimisaraka, mais uniquement à titre d'auxiliaires et, dès 1881, levés des contingents betsileo qui furent expédiés dans le Sud. En 1888, il s'agit en revanche d'une politique concertée. Il est alors plus que jamais nécessaire de renforcer l'armée permanente et d'obtenir l'adhésion des populations autres que merina. En pays betsimisaraka, l'initiative vient de Rainandriamampandry[29]. Mais son projet, à la fois habile et généreux, n'est que très partiellement adopté : la possibilité de promotion des recrues est bloquée au rang de 6 Hrs.

Les Betsileo, eux, reçoivent officiellement des promesses — qui ne seront guère tenues. Il leur est donné l'assurance qu'ils seront mobilisés sur place, dans les mêmes conditions que les Merina qui résident dans leur province[30]. Or, après

29. M. Esoavelomandroso, *op. cit.*, passim.
30. G. Raveloson, "Le lever des troupes dans le Betsileo", *Bulletin de l'Académie malgache (B.A.M.)*, n.s., XXXIV, 1956, p. 107-109.

avoir été entraînés au maniement d'armes avec des fusils en bois — ce qui est à la fois économique et prudent — ils sont envoyés sur les marches de l'Ouest[31]. Puis, avec les Betsimisaraka, ils formeront l'essentiel des contingents expédiés sur Tuléar, dans des campagnes particulièrement meurtrières.

Par cette politique mesquine, qui interdisait aux soldats originaires des provinces tout espoir de véritable promotion, était gâchée une dernière chance d'assimilation. Pour ces derniers plus encore que pour les Merina, le service militaire n'était qu'une intolérable corvée.

2. Insoumis et déserteurs

Le flou dans le dénombrement des hommes mobilisables facilite les falsifications et de nombreuses exemptions sont accordées au moment de l'établissement des listes. Elles sont dues aux *tomponarivo* et *tomponjato*, aux grands aussi, dont on devient *deka*, et obtenues par favoritisme quelquefois, contre bakchich le plus souvent. Et parmi ceux qui ne bénéficient d'aucune protection, nombreux sont les fuyards. "C'est à qui ne sera pas soldat ; alors commence une véritable chasse à l'homme"[32].

Si les effectifs apparaissent par trop insuffisants, sont recrutés, pour faire nombre, des inaptes, des malades, des enfants[33]. Certains vont même, chose qui aurait été autrefois impensable, chercher des remplaçants parmi les esclaves en dédommageant leurs maîtres et en leur promettant une grosse prime[34]. Avec un médiocre succès, puisque nombre d'esclaves pour échapper à la corvée[35] refusent alors d'être affranchis. L'évasion des recrues se poursuit pendant leur acheminement sur Tananarive, où le premier ministre, qui a une médiocre confiance en ses subordonnés, préside en personne le conseil de révision et contrôle l'immatriculation des nouveaux soldats.

Le nombre des insoumis augmente à chaque levée. En 1879 auraient été effectivement enrôlés, selon deux sources différentes[36], entre 60 et 80% du contingent fixé, en 1890, guère plus de 30 %. Au total, estimation haute, de 1879 à

31. ARM, Cabinet civil, D 114, J.B. Ramanantsialonina, *Histoire de l'occupation du Betsileo par les Hova*, 1922.
32. Archives Etat-Major, Armée de Terre (E.M.A.T.), Vincennes, rapport du capitaine Martinie, 1893.
33. Cf. A. Ralaikoa, *Pression fiscale et appauvrissement chronique sur les Hautes Terres centrales malgaches (1896-1945)*. 3ème cycle, Paris VII, 1986, p. 21-22. Ce dernier cite l'exemple du gouverneur de Betafo qui, en 1893, enrôle même les lépreux.
34. A.E., Paris, Correspondance politique (C.P.), Mad. 32, Journal de Le Myre de Vilers, résident général, 26 avril 1889.
35. E.M.A.T., rapport du capitaine Lavoisot, 1890.
36. Rapport capitaine Martinie, 1893 et F.N. Andrianarison, *op. cit.*, p. 199.

1894, 80 000 hommes auraient été recrutés. Mais on peut affirmer avec une quasi certitude que plus de la moitié des appelés avaient disparu.

Pour les soldats envoyés en garnison, la déperdition peut atteindre un plus grand pourcentage. Deux colonnes dirigées sur Tamatave en octobre 1892 et en février 1893 comptent, la première 50 %, la seconde 43 % de déserteurs[37]. Mais le Boina est autrement répulsif avec la traversée d'un pays hostile et la guérilla qui règne dans les mines d'or de Suberbieville. L'on dénombre, en mais 1889, 80 % de désertions, en juin 1891, plus de 85 % et 90 % en décembre 1893[38]. Un autre record doit être attribué à la conquête de Tuléar[39], qui exige, entre 1888 et 1891, trois expéditions, dont une de renforts. C'est au moyen de la presse qu'à Fianarantsoa sont recrutés les Merina résidents dans la province, puis les Betsileo. Ces soldats improvisés sont conduits enchaînés jusqu'au port de Mananjary où les attendent des renforts raflés sur la côte orientale. Entassés dans des prisons flottantes, — l'unique vapeur malgache ou un navire chilien affrété — ils sont ainsi débarqués à Tuléar[40]. On peut estimer que dans cette "troupe de condamnés", expression de l'historien malgache Rabary, il y eut 12 000 déserteurs au moins sur 15 000 soldats embrigadés de force, soit quatre hommes sur cinq.

3. Fugitifs et hors-la-loi

Quel est le sort de ceux, qui par dizaines de milliers, ont fui la corvée des armes ? Certains, une minorité, retournent à leurs villages, où, moyennant finance, *tomponarivo*, *tomponjato* et gouverneurs les réintègrent discrètement[41]. Mais la plupart d'entre eux deviennent *outlaws*. Les attirent les confins occidentaux et méridionaux de l'Imerina, zones quasi désertiques que traversent chaque année des bandes de pillards qui attaquent les villageois sédentaires pour réduire en esclavage leurs femmes et leurs enfants et voler leurs troupeaux de boeufs[42].

Ces *fahavalo* (ennemis) se font à cette époque de plus en plus entreprenants. Et ils reçoivent des renforts. Aux premiers déserteurs s'ajoute une deuxième vague, formée par les soldats qui, sur les marges du Betsileo ou dans le Boina, ont préféré rallier les pillards plutôt que de les combattre ; puis tous les réfractaires à

37. R. Decary, *op. cit.*, t. II, p. 22 et p. 79 et M. Esoavelomandroso, *op. cit.*, p. 124.
38. A.E., C.P., Mad., correspondance des résidents généraux, passim.
39. Sur les causes de ces expéditions, consulter M. Esoavelomandroso "La région de Fiheregna à la veille de la conquête française", *Omaly sy Anio* (OA), 13-14, 1981, p. 177 sq.
40. Cf. G. Jacob, "Le Betsileo, Besson et la politique française à Madagascar (1888-1894)", OA, 23-24, 1986, p. 283-286.
41. Cf. A. Ralaikoa, *op. cit.*, p. 21-22.
42. Cf. G. Jacob, "Fahavalisme et troubles sociaux dans le Boina à la fin du XIXème siècle", *Annales de l'Université de Madagascar*, Série Lettres et Sciences humaines, 6, 1967, p. 21-33.

la corvée, notamment à celle des mines — la plus redoutée de toutes avec la corvée militaire — ou à l'impôt, qui se fait alors de plus en plus lourd. Les rejoignent des paysans, Betsileo notamment, qui pensent courir moins de risque — et obtenir quelque profit — en passant dans le camp des *fahavalo*. Ces bandes, à l'origine disparates, trouvent rapidement une certaine cohésion[43]. Les unit une commune opposition au pouvoir du premier ministre, alors que parallèlement elles proclament leur loyalisme à l'égard de la reine. Des Français — c'est le cas du vice-résident à Majunga — se leurrent, qui voient en elles l'ébauche d'un contre-pouvoir qui pourrait être utilisé face à la monarchie. En revanche, pour le déserteur merina ou betsileo, à qui elles ouvrent leurs rangs sans distinction d'origine, et permettent une promotion fondée sur la bravoure et la valeur au combat, ne sont-elles pas l'esquisse d'un contre-modèle social ?

IV. L'ARMEE INSATIABLE

1. Le développement logique de la concussion

Le conflit de 1883-1885, puis la menace d'une nouvelle intervention française contraignent Rainilaiarivony à mobiliser non seulement l'armée, mais aussi la main-d'oeuvre et les richesses du pays. Lourdes charges, accablantes parfois, pour qui est soumis à de telles contraintes. Sources de profits multiples, en revanche, pour l'officier collecteur d'impôts ou responsable du recrutement. Et, comme les recrues, les taxes recueillies s'évanouissent en chemin. De l'aveu même de Rainilaiarivony, un cinquième, un dixième peut-être de l'impôt de la piastre, levé en 1891, parvient jusqu'au trésor royal[44].

Cependant la concussion ne saurait s'expliquer uniquement par la dégradation des moeurs. Elle a sa propre logique, se fonde presque sur des traditions. De tout temps, l'officier de finances a été autorisé à se rémunérer en puisant dans les fonds qu'il a collectés et responsable de corvées, progressivement il a été toléré qu'il utilise des hommes pour son propre compte. Multiplier les taxes et développer le *fanompoana*, comme le premier ministre est obligé de le faire, c'est donc automatiquement augmenter les sources de profits des officiers. Par ailleurs, Rainilaiarivony, pas plus que de recensement, ne dispose de statistiques sérieuses. Certes, il a tout un réseau d'informateurs (pasteurs et maîtres d'école que révoltent certains comportements), de délateurs aussi. Mais il n'obtient que des renseignements fragmentaires ou peu fiables. Il lui manque (sauf en Imerina) un corps d'officiers dont la fonction serait uniquement de contrôle.

43. Cf. M. Esoavelomandroso, "L'insécurité dans la province bara du "Royaume de Madagascar" (1888-1895)", OA, 23-24, 1986, p. 229-237, à propos des Ambiloina sur les confins sud du Betsileo.
44. C. Savaron, *op.cit.*, p. 171.

L'empirisme du système est ainsi décrit par l'explorateur Catat en 1889. L'officier "qui a soulevé des plaintes est appelé à Tananarive : le gouvernement lui fait rendre tout l'argent qu'il a pris... Quand le gouverneur est complètement ruiné, on l'acquitte, et pour maintenir sauf le principe d'autorité on lui donne un nouveau poste". Mais une sanction le frappe "s'il a dépassé la limite des exactions permises"[45]. Ainsi, en d'autres termes, Rainilaiarivony distingue subtilement "l'honnête" prélèvement de la prévarication. Et le gouverneur, l'officier, doit garder un certain sens de la mesure, savoir jusqu'où il peut aller trop loin, pour ne pas susciter de graves mécontentements populaires.

Lorsque le seuil de tolérance est franchi, le premier ministre doit frapper, pour l'exemple. Ainsi en 1891, le gouverneur d'Anosibe, en pays bezanozano a fait massacrer une députation chargée de porter à Tananarive les doléances de ses administrés. Il est condamné à mort et exécuté [46]. Episode trop souvent cité pour ne pas avoir un caractère exceptionnel. En fait pour mobiliser les forces vives de Madagascar, Rainilaiarivony en a, involontairement, accéléré la déperdition et lancé un mouvement qu'il ne peut guère contrôler.

2. Le désordre institutionnalisé

L'armée se désintéresse de plus en plus de la défense des marches du royaume, mission dangereuse et peu gratifiante ; elle préfère, sans risque, dépouiller consciencieusement les habitants des provinces qu'elle est censée protéger. Dans le Betsileo, terre par excellence des exactions et du racket, c'est le retour aux pires pratiques du règne de Ranavalona Ière [47].

Dans le Boina et sur les confins du Betsileo, les officiers qui commandent les colonnes de soldats merina font de savantes manoeuvres pour éviter le contact avec les bandes de *fahavalo*[48]. Ils préfèrent parfois pactiser avec elles, voir négocier de fructueux accords. L'exemple du gouverneur d'Ikalamavony, poste isolé au nord-ouest du Betsileo, qui leur rachète des jeunes gens razziés et les fait nuitamment acheminer sur ses concessions en Imerina, où ils vont travailler comme esclaves[49], n'est sans doute pas exceptionnel.

Dans le Moyen-Ouest, le "désordre établi" est pour les officiers merina un "commode voile de fumée"[50] : ainsi sont camouflées entre chefs du Vakinan-

45. *Voyage à Madagascar*, p. 116.
46. *Ibid*, et A.E., Mad. 39, résident général Bompard, 20 janvier et 30 avril 1891.
47. Cf. H. Rasamoelina, "Razzias et brigandage sur les confins du Betsileo (milieu du XIXème siècle)", *OA*, 23-24, 1986, p. 217-227.
48. Nombreux exemples dans la correspondance des résidents généraux adressés au Quai d'Orsay. Cf. en particulier, les rapports du Dr Besson, résident à Fianarantsoa.
49. D. Rasamuel, "Des déportés en Imerina au XIXème siècle", OA, 15, 1982, p. 99 sq.
50. J.P. Raison, *Les Hautes Terres de Madagascar et leurs confins occidentaux*, 1984, t. 1, p. 140.

karatra et souverains indépendants du Betsiriry des ententes portant sur le trafic d'esclaves ainsi que l'exploitation et le commerce illégal de l'or. Cette fois-ci le premier ministre réagit. A partir de 1889, il nomme des gouverneurs qui ont la réputation d'être énergiques, avec à leur tête, Rainijaonary. Le Français Savaron, qui est alors au service du premier ministre, chante les louanges du "chef militaire des marches de l'Ouest... le seul officier ayant su tenir intactes ses frontières... la terreur des *fahavalos*"[51]. Mais Rainijaonary est un fidèle de Rainilaiarivony, ce qui peut expliquer la publicité dont il bénéficie. Et la nomination de nouveaux gouverneurs dans le Vakinankaratra est surtout l'exemple de ces familles de *hova* riches, sur lesquelles, au détriment des *andriana*... le pouvoir tendait de plus en plus à s'appuyer"[52].

Il est une autre image de Rainijaonary, qui lié, en particulier avec les deux chefs du Vakinankaratra représentant l'un les *andriana*, l'autre les *hova*, met le pays en coupe réglée, alors que les marches en restent mal gardées[53]. En réalité, pour le premier ministre, l'urgence première n'est pas, semble-t-il, la protection des sujets de la reine, mais la mainmise sur les postes-clefs des provinces, en substituant des hommes à lui aux *andriana* et aux *hova* qui appartiennent à des groupes qui lui sont hostiles[54].

3. Fidélité à la monarchie et service de l'Etat

En effet, dans l'armée, le combat se poursuit sans relâche entre Rainilaiarivony et ses opposants. Lutte sourde, sur laquelle nous n'avons que des éclairages partiels et dont une recherche systématique montrerait sans doute la continuité. Cette lutte commence dès le recrutement, que, par inertie, freinent des gouverneurs *andriana*. C'est le cas dans le Vonizongo, au sud d'Andriba[55]. Dans le Vakinankaratra, un autre *andriana*, le gouverneur d'Ambatolampy, protégé de Rainitsimbazafy, chef des Tsimahafotsy, encourage carrément les habitants à désobéir. Un village placé sous son autorité refuse de fournir des soldats, puis récidive lorsqu'il s'agit de participer à la corvée de l'or. Le premier ministre ordonne alors une expédition punitive : le village est rasé, interdiction est faite de le rebâtir. Châtiment terrible qui met les habitants hors-la-loi[56]. Et preuve d'un

51. *Mes Souvenirs*, *op. cit.*, p. 146 sq. Cf. aussi, dans le même sens, C. Rabenoro, "Rainijaonary, grand chef militaire malgache", B.A.M., n.s., t. L1-2, 1973, p. 41-45.
52. J.P. Raison, *op. cit.*, t. 1, p. 286-288.
53. M. Esoavelomandroso, "L'effondrement de l'autorité royale dans la région de Betafo à la fin du XIXème siècle, 1885-1895", OA, n° 29-32, pp. 307-317.
54. Une étude des changements dans les principaux postes confiés à des grand officiers nous éclairerait sur cette stratégie.
55. C. Savaron, *op. cit.*, p. 219. Savaron cite l'exemple du gouverneur de Manarintsoa, à l'est d'Ambohitromby, "noble comme les gouverneurs de cette partie de l'Imerina".
56. *Ibid*, p. 129 sq.

jeu complexe : alliance entre *andriana* et *hova*, vengeance indirecte de Rainilaiarivony, qui n'osant s'en prendre à Rainitsimbazafy lui-même, frappe ses protégés.

Cependant des personnages intouchables narguent, pratiquement sous ses yeux, l'autorité du premier ministre. Son propre fils, le ministre de la Guerre, Rainiharovony, vend des exemptions de service militaire. Moyennant finance — il leur en coûte cinq à dix piastres, 25 à 50 F — il recrute des aides de camp. Quant au prince Ratsimamanga, leader des *andriana* et prétendant à la couronne, il a les mêmes pratiques ; dans "deux riches circonscriptions proches de la capitale", il baptise aide de camp tous les hommes valides[57].

Mais le premier ministre attend son heure. Après s'être débarrassé de son neveu Ravoninahitriniarivo, ministre des Affaires étrangères, à l'issue d'une guerre sourde, en le faisant condamner et exiler, il démantèle le camp des partisans de ce dernier. C'est ainsi que Ramaniraka, 14 Hrs, châtiment plutôt que promotion, est nommé gouverneur du poste isolé d'Ihosy, en pays bara[58].

Les expéditions de Tuléar illustrent la méthode favorite employée par Rainilaiarivony pour éliminer ses adversaires. Les troupes destinées à la première campagne sont encadrées de fidèles de Ravoninahitriniarivo. Ils ne reviendront pas. La deuxième campagne, victorieuse celle-là, est placée sous le commandement du prince Ramahatra, concurrent gênant, qu'accompagne toute une fournée d'opposants. "C'est la déportation sous prétexte de service public" observe le résident général Le Myre de Vilers.

Un des paradoxes apparents de la politique de Rainilaiarivony consiste — alors que souvent l'armée pactise avec l'ennemi — à maintenir de terribles sanctions à l'encontre des militaires accusés de trahison. Périodiquement, le premier ministre réitère le serment lié à l'*orimbato* (pierre érigée pour sceller des accords) prononcé pour la première fois sous Radama Ier. Par ce serment, l'armée condamne l'insoumis, le déserteur et surtout le fuyard. Qui a "tourné le dos" dans un combat est brûlé vif. Rainilaiarivony fait plus d'une fois appliquer cette sanction, rendue moins cruelle sous l'influence des missionnaires. Le coupable est d'abord fusillé, puis son cadavre livré aux flammes. Mais la seule menace de ce châtiment entraîne, à la suite d'échecs militaires et d'exactions graves, le suicide de deux gouverneurs de Fort-Dauphin, en 1886 et en 1889[59]. De même, Rainimiadana, vaincu lors de la première expédition de Tuléar, plutôt que d'être exécuté à Tananarive, préfère mettre fin à ses jours. Droit régalien que cet

57. A.E., C.P. Mad. 22 et Mad.32, Le Myre de Vilers, 11 août 1886 et 24 avril 1889.
58. A.E., C.P. Mad.29, résident général Larrouy, 13 août 1888.
59. A.E., C.P. Mad.49, Besson, rapport général concernant la mission à Fort-Dauphin, 11 janvier 1894.

orimbato, que personne ne conteste à Rainilaiarivony. Ainsi ses comportements vont du laxisme (qui n'est peut-être qu'aveu d'impuissance) à l'application d'une rude discipline, en passant par le règlement de comptes.

Cependant, dans sa politique de reprise en main de l'armée, le premier ministre va en partie se priver d'un appui précieux, celui de l'Eglise du Palais. Elle l'avait soutenu durant le conflit de 1883-1885 : certains de ses cadres se firent agents de recrutement tandis que ses élèves recevaient une formation militaire[60]. Mais à partir de 1888, les rapports se gâtent : les évangélistes sont à la fois accusés de dénoncer les irrégularités du recrutement et de chercher à soustraire leurs protégés au service militaire[61]. Alors qu'en 1876, la reine avait promis d'exempter les élèves, dès 1888 on commence à les enrôler, soit pour la corvée des armes, soit pour celle des mines. Des maîtres d'école deviennent "maîtres de corvée". En 1890 enfin, tous les écoliers, sans distinction d'âge, sont soumis au régime de la conscription[62].

Notre impression générale est que si Rainilaiarivony, qui nomme les gouverneurs et les grands officiers, étend son influence, en revanche l'opposition ne désarme pas. Elle atteint même son paroxysme en 1893-1894. C'est à la cour, lorsque la perspective d'une rupture avec la France se précise, qu'apparaît en pleine lumière le conflit qui oppose les *andriana* au premier ministre. La menace française, loin d'être un facteur de rapprochement, exacerbe les antagonismes. Les *andriana* qui soutiennent ouvertement la reine espèrent — quelle qu'en soit l'issue — que la guerre entraînera la chute de Rainilaiarivony. C'est là leur objectif prioritaire[63]. A la défense de leurs privilèges contre l'Etat, s'ajoute une fidélité à la couronne, un désir de la restaurer dans la totalité de ses attributions, qui les préoccupe autrement que les destinées de Madagascar[64].

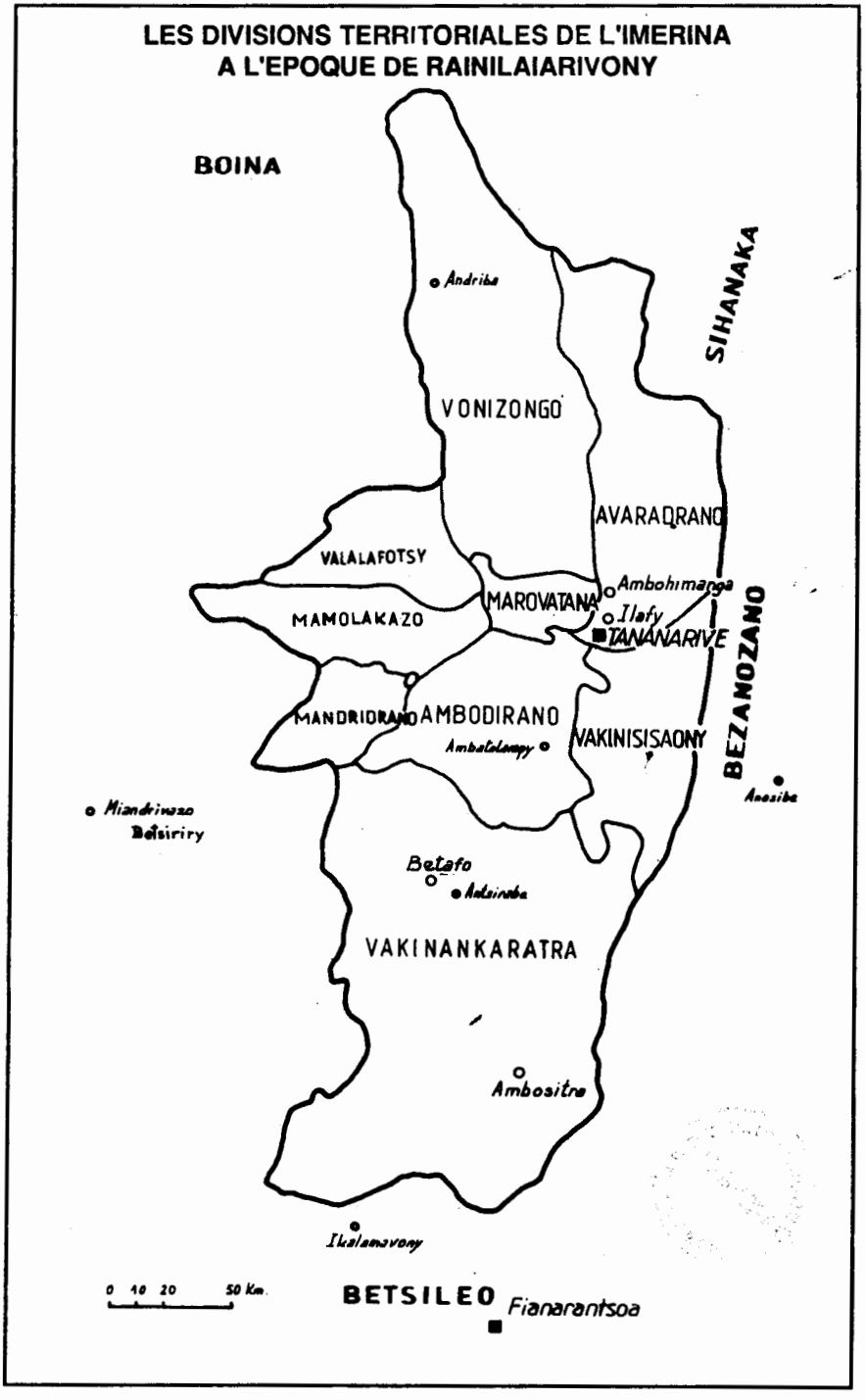
De son côté, Rainilaiarivony (et plus encore que lui sans doute Rainandriamampandry) a le sens de l'Etat — d'autant plus naturellement qu'il le dirige et en quelque sorte l'incarne — et le souci prioritaire de préserver l'intégrité territoriale de Madagascar.

Ce conflit déchire aussi l'armée. Il explique — alors que dans un dernier sursaut la troupe est reconstituée — que nombre d'officiers aient été singulièrement absents lors de l'offensive française de 1895.

---

60. *Ny Gazety malagasy* (Journal officiel de la monarchie), 1883, passim.
61. *Ibid.*, juillet 1889.
62. Arch. London Missionary Society (courtoisie F. Raison).
63. A.E., C.P. Mad.54, correspondance de Le Myre de Vilers, 25 octobre 1894.
64. *Ibid.*, 5 novembre 1894.

Constat d'échec donc, pour le premier ministre. Pouvait-il en être autrement ? Radama Ier avait attribué à l'armée deux fonctions : l'expansion territoriale et le changement politique et social. Or la hiérarchie société militaire/société civile s'est estompée rapidement, tandis qu'au contraire s'approfondissait la coupure dominants/dominés, maître de la corvée/corvéables. Faite pour la conquête et vivant de la conquête, l'armée n'a pas réussi sa reconversion : elle exploite ceux qu'elle est censée protéger et, en son sein, les faibles, les individus isolés. Face à ce monstre dévorant et qui se dévore lui-même, le réformisme de Rainilaiarivony, hardi dans ses principes mais timide dans sa pratique, s'est avéré impuissant.


LES DIVISIONS TERRITORIALES DE L'IMERINA
A L'EPOQUE DE RAINILAIARIVONY
BOINA
Andriba
SIHANAKA
VONIZONGO
AVARADRANO
VALALAFOTSY
Ambohimanga
MAROVATANA
Ilafy
MAMOLAKAZO
TANANARIVE
BEZAMOZANO
MANDRIDRANO
AMBODIRANO
Ambatolampy
VAKINISISAONY
Anosibe
Miandrivazo
Belsiriry
Betafo
Antsirabe
VAKINANKARATRA
Ambositra
Ikalamavony
0 10 20 50 Km.
BETSILEO
Fianarantsoa

FAMINTINANA

Radama I no namorona voalohany tafika matihanina tamin'ny fiantombohan'ny taonjato faha-19 hoentiny manafika manerana ny nosy sady hanamafisana ny fahefany teto Imerina. Teo anatrehan'ny fiaraha-monina nisian'ny fahamboniana nifandovana (ireo vondron'Andriana sy Hova efa nanana ny laharany) dia namorona laharam-pahefana ara-miaramila (voninahitra) izy, ka nokendreny hanan-kaja lavitra izany sady ho azo noho ny fahamendrehena. Tamin'ireo faritra azony dia nametrahany adidy momba ny fandraharaham-panjakana, ny fitsarana sy ny vola ny tafika, indrindra teo amin'ny fihariankarena sy ny varotra. Ireo manamboninahitra ambony kosa anefa, satria zary tsy voafehin'ny Mpanjaka intsony izy, dia nanao izay tiany hatao tamin'ny fitantanana ny tany voababo sy tamin'ny fampiasana tsisy fepetra ireo vata-miaramila.

Fisondrotana ho an'ny olona tsirairay fotsiny no azon'ny Merina tamin'ny asa miaramila izay tsy azon'ny vahoaka resy nidirana. Ary ny fiangarana - tamin'ny alalan'ny fianakavian-dehibe - dia nihanaka manerana ny fanjakana. Tsy araka ilay modely nirin-dRadama I intsony ny tafika, fa nanjary loka nifaninanan'ny mpitondra taty an-dreniny sy ny vondron'olona nanam-pahefana.

SUMMARY

At the beginning of the 19th century Radama I was the founder of a professional army with the purposes, not only of undertaking the conquest of the island, but also of reinforcing his power in Imerina. In front of a society of inherited superiorities (statutory groups of andriana and hova), he created a military hierarchy (voninahitra) which he wanted to be more prestigious and based on merit. In conquered territories he entrusted the army with administrative, judicial, and financial responsibilities. Progressively, the latter took an important place in the economy, primarily in commerce. However, the high-ranking officers, who, more and more, slipped of the monarchy's control, just governed conquered territories at the whim and exploited unscrupulously the ranks and files.

Military career, access to which had been refused to submitted people, only gave the Merina more individual promotions. Far from being alleviated, privileges - through prestigious families - were shifted to the peripheries of the kingdom. The army had not been the model desired by Radama I; it became the disputed stake between the central power and the dominating group.